

## AU RWANDA

### L'ex-parti unique, le M.R.N.D. et son satellite, le C.D.R. continuent leurs visées génocides.

Après les massacres de Kibilira en Novembre 1990, le génocide des Bagogwe et des Bahima en 1991, les massacres de Muhororo (Gisenyi) au cours de la même année, le génocide des Tutsi du Bugesera en Mars 1992, nous apprenons que, depuis la nuit du 20 au 21 Août 1992, les extrémistes de l'ex-parti unique, le Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (**M.R.N.D.**) et son satellite, réputé particulièrement pour son intolérance, la Coalition pour la Défense de la République (**C.D.R.**), continuent à semer la violence, la mort et la désolation parmi la population un peu partout dans le pays.

Les commandos terroristes, qui font sauter des mines un peu partout dans le pays, ont frappé cette fois ci dans la préfecture de Cyangugu, où, le 20 Août dernier, une mine a détruit la voiture de Monsieur l'Abbé Silas Gakwerere, Curé de la Paroisse HANIKA, Commune KAGANO. Le prêtre a été tué sur le coup.

Dans la même nuit du 20 Août, des événements sanglants ont éclatés dans la préfecture de Kibuye, où des commandos du M.R.N.D. et du C.D.R (300 membres environ), venus, semble t-il, de la région de Gisenyi (préfecture d'origine du président Habyalimana), ont attaqué la population, incendié des maisons, détruit tout ce qu'ils trouvaient sur les exploitations agricoles dans les Communes Gishyita, Rwamatamu et Gisovu, en bordure du lac KIVU. Selon les premiers témoignages d'un sous-préfet du lieu, il y aurait déjà plusieurs dizaines de blessés, dont huit cas graves dans la Commune Gishyita. Plusieurs familles se sont réfugiées à la paroisse de Mubuga où seraient entassées actuellement plus de 2000 personnes dans les conditions de dénuement total. On parle aussi d'une centaine de réfugiés au centre de Mugonero. Le bilan provisoire de cette tragédie serait, au 27 Août 1992, d'une dizaine de morts, plusieurs dizaines de blessés graves et plus de 500 habitations détruites.

Au cours de la même période, la commune de Nasho, dans la préfecture de Kibungo, était le théâtre d'événements aussi sanglants. Des témoignages concordants rapportent que ce serait le bourgmestre lui-même (autorité nommée par le président de la république), qui aurait conduit les tueurs et fait brûler les maisons. Le nombre des victimes et l'ampleur des dégâts matériel n'est pas encore connu. Il faut rappeler que cette commune est tristement célèbre pour les charniers humains où ont été entassées les victimes des massacres perpétrés par l'armée rwandaise dans cette région, charniers révélés à l'opinion internationale suite à une enquête d'**Africa Watch** (organisation américaine de défense des droits de l'homme) en novembre 1991.

De façon générale, ces meurtriers prennent pour cible tous ceux qui ne sont pas affiliés à leurs partis, spécialement ceux du Mouvement Démocratique Républicain (M.D.R.) et du Parti Libéral (P.L.) et, de façon plus systématique, la population Tutsi. C'est ainsi que, au cours des tristes événements de la région de Kibuye, le représentant du Parti Libéral (parti taxé de complicité avec le Front Patriotique Rwandais, en guerre contre le régime de Kigali), a été grièvement blessé.

Les instigateurs de ces événements sanglants auraient pour objectif de semer un climat de terreur et d'insécurité partout dans le pays et torpiller les négociations en cours entre le Gouvernement de Monsieur Nsengiyaremye (le premier ministre, issu de l'opposition) et le Front Patriotique Rwandais (**F.P.R.**); négociations qui ont abouti, déjà, à la signature des Accords d'ARUSHA du 12 Juillet et du 18 Août 1992. Cette hypothèse est confortée par le fait que, simultanément à ces troubles, le cessez le feu et les Accords d'Arusha ont été violés par les Forces Armées Rwandaises qui ont attaqué les positions du Front Patriotique Rwandais le 21 Août dernier. Ainsi, confrontées à ce succès diplomatique indéniable que constitue ces accords, les forces de la répression reprennent du service et font tout pour rallumer les divisions ethniques et régionales, exacerber les clivages politiques, au risque de plonger le pays dans le chaos et la guerre civile, voire même dans un bain de sang généralisé.

Face à cette situation qui prévaut dans notre pays:

1. La "Communauté Rwandaise de France" (**C.R.F.**) salue la mémoire des victimes de ces progroms et adresse ses sincères condoléances aux familles éprouvées. Elle condamne avec la dernière énergie les commanditaires, auteurs et complices de cette tragédie que vit une partie du peuple rwandais.

2. Lance un appel pressant à la Communauté Nationale et Internationale afin qu'elles réagissent rapidement et avec la plus grande fermeté pour dénoncer et condamner ces actes de barbaries, leurs auteurs et commanditaires, exercent les pressions nécessaires pour les faire arrêter de façon définitive, et volent au secours des survivants de ces massacres qui sont dans les conditions de dénuement total.

3. S'associe aux appels lancés par les Organisations Rwandaises de Défense des Droits de l'Homme dans leurs déclarations du 18 et 26 Août dernier (ci-jointes), ainsi qu'à leur cri d'alarme lancé à la Communauté Internationale, afin qu'elle prête une attention vigilante à la situation dramatique que vit le peuple rwandais et spécialement la population tutsi du pays.

4. Insiste sur l'urgence d'une enquête internationale et indépendante, sur les violations des droits de l'homme au Rwanda depuis Octobre 1990, et s'étonne particulièrement du fait que, malgré le fait qu'elle a été réclamée maintes fois par les Organisations nationales et internationales, elle n'a pas pu être mise sur pied jusqu'à présent.

5. Rappelle au président de la République Rwandaise, Monsieur J. HABYALIMANA, qu'en sa qualité de chef de l'Etat, il a le devoir suprême de garantir la sécurité de tous les citoyens. La C.R.F. s'indigne de l'indifférence qu'il affiche devant les massacres répétés qui continuent à endeuiller notre pays, massacres perpétrés par les milices de son parti, encadrés par l'armée rwandaise. Elle l'invite à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à ces progroms, et espère que les doléances exprimées dans la lettre ouverte qui lui a été adressée le 27 Août dernier, par 24 personnalités originaires de la région de Kibuye, trouveront satisfaction dans les plus brefs délais. La C.R.F. rappelle à Monsieur HABYALIMANA que, en sa qualité de président du M.R.N.D., il répondra devant l'histoire des visées génocides de son parti.

6. S'interroge sérieusement sur le rôle de la France dans la situation qui prévaut actuellement au Rwanda, compte tenu des différentes révélations de la presse (1). La C.R.F. rappelle que ces progroms qui sont régulièrement dénoncés par les Organisations Nationales et Internationales de défense des droits de l'homme, s'effectuent sous le regard indifférent des militaires français dépêchés sur place depuis bientôt deux ans "dans un soucis humanitaire". Elle demande au Gouvernement Français de mettre en application la résolution prise par l'Assemblée Paritaire C.E.E.-A.C.P. lors de sa 14<sup>ème</sup> Session à Santo Domingo (République Dominicaine) du 17 au 21 Février 1992, qui "demande le retrait du Rwanda de

---

1. Voir l'article paru dans "**Libération**" du 11 Juin 1992 "*RWANDA: La guerre secrète de l'Elysée en Afrique de l'Est*" par S.Smith et celui de J.F.Dupaquier "*Rwanda: la France au chevet d'un fascisme africain*" dans "**L'Événement du Jeudi**" du 25 Juin au 1 Juillet 1992

toutes les forces étrangères ne faisant pas partie du groupe d'observateur militaire (G.O.M.), mis en place par l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.)", retrait contenu par ailleurs dans les Accords de N'Sélé du 29 Mars 1991 et les Accords d'Arusha du 12 Juillet 1992 signés entre le Gouvernement Rwandais et le Front Patriotique Rwandais. La C.R.F. s'inquiète particulièrement des informations contenues dans le communiqué du F.P.R. daté du 25 Août 1992 révélant que "les escadrons de la mort", qui sèment la terreur partout dans le pays, "sont encadrés par des militaires de la garde présidentielle, entraînés par les instructeurs français du Détachement d'Assistance Militaire et Instruction (D.A.M.I.) à des missions de terrorisme" (2). La C.R.F. s'indigne du fait que la Coopération Française soit impliquée d'une telle façon dans la tragédie qui endeuille notre peuple. Elle est d'autant plus surprise de cette attitude du Gouvernement Français, que la France figure parmi les observateurs des négociations entre le Gouvernement Rwandais et le F.P.R. depuis les Accords de Paris (titre I, alinéa 4) signés le 5 Juin 1992 et qu'à ce titre, elle a participé aux Accords d'Arusha du 12 Juillet et du 18 Août 1992!

7. Se félicite de la volonté réelle, affichée par le Gouvernement dirigé par Monsieur D. NSENGIYAREMYE et par le Front Patriotique Rwandais, de mettre fin à cette guerre fratricide; volonté matérialisée par la signature des Accords d'Arusha du 12 Juillet et du 18 Août 1992. Elle constate avec satisfaction que le Protocole d'Accord, signé le 18 Août 1992 à Arusha, jette les bases d'un Etat de droit, qui refuse l'injustice et l'exclusion. Elle invite les deux partis à respecter scrupuleusement l'esprit et la lettre de ces engagements pris solennellement devant la Communauté Internationale et devant le Peuple Rwandais.

Fait à Paris le 31/08/1992.

## LA COMMUNAUTE RWANDAISE DE FRANCE

56 Bis, Rue du LOUVRE

75002 PARIS

TEL.: (1) 40 39 91 12 \*\* FAX: (1) 40 26 37 59

*Documents joints à ce Communiqué pour une plus ample information:*

- Déclarations des Associations Rwandaises de Défense des Droits de l'Homme du 18 et 26 Août 1992.
- Lettre ouverte adressée au Président de la République Rwandaise, Monsieur J.HABYALIMANA, le 27 Août 1992, par 24 personnalités originaires de la région de Kibuye (théâtre des massacres actuels).

\*\*\*\*\*

\*\*\*

\*

2. Communiqué de presse de Mr James RWEGO, Directeur du Bureau de Coordination du Front Patriotique Rwandais (Bruxelles le 25 Août 1992).

67